



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 18/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERREAL

37 rue du Pieu
78130 Les Mureaux

Code AIOT : 0006503406

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2023 dans l'établissement TERREAL implanté 37 rue du Pieu 78130 Les Mureaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL
- 37 rue du Pieu 78130 Les Mureaux
- Code AIOT : 0006503406
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est encadré par l'arrêté d'autorisation n°09-016/DDD du 12 février 2009. La société TERREAL fabrique des produits céramiques et réfractaires (des tuiles) à partir d'argile et de sable sur le site situé au 37, rue du Pieu aux Mureaux. Le site est en exploitation depuis 1988 et emploie environ 55 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières
- Rejets à eaux
- Rejets atmosphérique
- Prélèvements eaux
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Isolements des milieux	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Caractéristique générale des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.3.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 9.2	/	Sans objet
3	Actualisation Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 9.6	/	Sans objet
4	Quantité maximale de déchets pouvant être entreposé sur le site	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 9.11	/	Sans objet
5	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.2	/	Sans objet
6	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.3	/	Sans objet
7	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.4	/	Sans objet
8	Prélèvements d'eaux	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Rejets Exclusivement pluviales, eaux des piscines et séchoirs des fours	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.3.10.	/	Sans objet
12	Entretien moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 7.6.2	/	Sans objet
13	Déchets	Arrêté Préfectoral du 10/11/2023, article 5.1.5 et Chap 5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- conformément à l'article 4.3.7 ,procéder à l'analyse du paramètre couleur pour les rejets en eaux.
- vérifier le dispositif d'obturation du site, test non effectué depuis son installation, il y a plusieurs années.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 30/11/2020			
Prescription contrôlée : Liste Des Installations Concernées Par Une Rubrique De La Nomenclature Des Installations Classées			
<i>Rubrique</i>	<i>AS, A, D, NC</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Nature de l'installation</i>
2523	A	Céramique et réfractaire (fabrication de produits), capacité de production supérieure à 20t/jour.	Capacité de production de 210t/j
2515-1	E	Broyage de produits minéraux naturels, la puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW.	Puissance installée de 600 kW
2640-a)	A	Emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels, la quantité de matière utilisée étant supérieure à 2 t/j.	Bioxyde de manganèse 19 t/j (25 j/an)
4734-2c	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.. La quantité totale étant supérieure ou égale à 50 t	1 x 40 m ³ de FOD + 1 x 30 m ³ de PETROLE de lubrification
Rappel du constat de l'inspection du 30/11/2020 : Observation n° 1: L'exploitant s'assure de son classement pour la rubrique n°4734 et fait parvenir les éléments d'informations à l'inspection des installations classées le cas échéant.			
Constats : L'inspection a vérifié le classement des activités d'après les données fournies par l'exploitant et les évolutions de la réglementation. La situation administrative reste inchangée depuis l'inspection du 5 novembre 2020. L'exploitant a fait parvenir les éléments permettant de justifier son classement pour la rubrique n°4734.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 9.2
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant total des garanties financières à constituer s'élève à 322 447,70 € TTC. Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, en prenant en compte un indice TP01 de 703,9 et un taux de TVA de 20 %. Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site définie à l'article 9.11 du présent arrêté.
Constats : L'inspection constate la présence complète des garanties financières, attestation datée du 30 mars 2022 et valable jusqu'au 30 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Actualisation Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 9.6
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser tous les cinq ans le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet. La première actualisation intervient 5 ans après la date de signature du présent arrêté. Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'exploitant transmet avec sa proposition : — la valeur datée du dernier indice public TPO1 ; — la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission.
Constats : L'inspection constate l'actualisation du montant des garanties financières, recalculées par l'exploitant en mars 2020 pour un montant de 353 817 euros.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 9.11																
Thème(s) : Situation administrative, Quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site																
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																
Prescription contrôlée : A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 9.2 du présent arrêté a été calculé. <ul style="list-style-type: none">• Déchets dangereux <table><tr><th>intitulé</th><th>Quantité maximale en tonne</th></tr><tr><td>Colorants</td><td>80</td></tr><tr><td>Carbonate de Baryum</td><td>10</td></tr><tr><td>Sirop de glucose</td><td>10</td></tr><tr><td>Carbonate de calcium (épuration saturée)</td><td>60</td></tr></table> <ul style="list-style-type: none">• Déchets non dangereux <table><tr><th>intitulé</th><th>Quantité maximale en tonne</th></tr><tr><td>DIB</td><td>4,5</td></tr><tr><td>Palettes bois usagées</td><td>7</td></tr></table>	intitulé	Quantité maximale en tonne	Colorants	80	Carbonate de Baryum	10	Sirop de glucose	10	Carbonate de calcium (épuration saturée)	60	intitulé	Quantité maximale en tonne	DIB	4,5	Palettes bois usagées	7
intitulé	Quantité maximale en tonne															
Colorants	80															
Carbonate de Baryum	10															
Sirop de glucose	10															
Carbonate de calcium (épuration saturée)	60															
intitulé	Quantité maximale en tonne															
DIB	4,5															
Palettes bois usagées	7															
Constats : L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- l'absence de palettes usagées, de colorants, de carbonate de Baryum et de sirop de glucose sur le site;- la présence d'environ 19 tonnes de Carbonate de calcium;																
Type de suites proposées : Sans suite																
Proposition de suites : Sans objet																

N° 5 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.2			
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions Générales De Rejet			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les effluents issus de l'unité de préparation des mélanges sont intégralement captés puis traités dans un dispositif de dépoussiérage par filtre à manches.			
	Hauteur en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
cheminée	20	55000	8
Constats : L'inspection constate la présence d'un rapport de vérification n°E20576332301R001 des rejets du four en date du 13/03/2023 par la société DEKRA. L'inspection note le respect des valeurs de rejets.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 6 : Valeurs Limites Des Concentrations Dans Les Rejets Atmospheriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs Limites Des Concentrations Dans Les Rejets Atmospheriques		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : à des conditions normalisées de température et de pression ; à une teneur en O ₂ inférieure à 18.5%.		
	Concentrations instantanées en mg/Nm³	Flux (kg/h)
Poussières	25	2
Hcl	10	2
SO₂	200	12
NO_x en équivalent NO₂	200	20
Fluor (HF)	5	0.2
Les VLE en concentration s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.		
Constats : L'inspection constate la présence d'un rapport de vérification des émissions atmosphériques n° 18920303/1/1 effectué par Bureau Veritas en date du 11/05/2023. L'inspection note le respect des valeurs de rejets.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 7 : Surveillance Des Rejets Atmospheriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 3.2.4			
Thème(s) : risques chroniques, surveillance des rejets atmospheriques			
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 30 novembre 2020			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visées à l'article 2.2.3, Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur et notamment celles citées dans l'arrêté du 4 septembre 2000 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ou de tout texte ultérieur ayant le même objet. L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1} sont respectées. La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. À défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.</p> <p>Ce programme comprend notamment (sauf mention contraire figurant au point VI ci-dessous) les dispositions prévues dans le tableau ci-après :</p>			
Emissaire	paramètres	fréquence	
		trimestrielle	annuelle
	cheminée		
	Hcl	x	
	Fluorure d'hydrogène	x	
	Poussières totales	x	
	Oxydes de soufre		x
	Oxydes d'azote		x
<p>Rappel du constat de l'inspection du 30/11/2020 :</p> <p>Observation : l'exploitant transmettra dès réception les résultats des derniers contrôles réalisés sur les rejets air.</p>			
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate le respect des paramètres à analyser et de la fréquence.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 8 : Prelevements D'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements D'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces ouvrages de prélèvement sont équipés de dispositifs de mesures totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'alimentation en eau potable (eaux de nappe ou distribution d'eau potable). L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables. Les prélèvements d'eau ne dépasseront pas 15 000 m ³ /an.
Constats : L'inspection constate : - la présence d'un ouvrage de prélèvement équipé d'un dispositif de mesures totalisateurs et d'un dispositif permettant d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'alimentation en eau potable. - la présence d'un bilan annuel des utilisations d'eau montrant une consommation de 3815 m ³ pour l'année 2022. L'inspection note le respect des seuils des prélèvements d'eaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Isolements des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolements des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site est aménagé de façon à recueillir toute pollution accidentelle (y compris les eaux d'extinction ou de temporisation en cas d'incendie) et à prévenir toute pollution des sols, de la nappe. En particulier, les réseaux de collecte (EP) de l'établissement sont équipés d'obturateurs. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'inspection note la présence d'un dispositif d'obturation du site. Le dispositif au sein de l'enceinte est signalé avec la présence d'un panneau et facilement actionnable sans clé. Cependant, ce dispositif n'a pas été vérifié depuis son installation, il y a plusieurs années.
Observations : L'exploitant doit, sous un délai de 2 mois : - vérifier l'état de fonctionnement du dispositif d'obturation en effectuant un test de fermeture. - établir une consigne sur l'entretien préventif et la mise en fonctionnement de l'obturateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Caractéristique générale des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">- de matières flottantes,- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Température : < 30 °C- pH: compris entre 5,5 et 8,5- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt
Constats : L'inspection constate la présence d'un rapport n°AR-23-IV-076956-01 de vérification des rejets d'eau en date du 26/05/2023 effectué par Eurofins. L'inspection note : <ul style="list-style-type: none">- le respect des seuils de rejets.- l'absence de mesures du paramètre Couleur.
Observations : L'exploitant doit conformément à l'article 4.3.7 procéder à l'analyse du paramètre Couleur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Rejets Exclusivement Pluviales, Eaux Des Piscines Et Sechoirs Des Fours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.3.10.																					
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Exclusivement Pluviales, Eaux Des Piscines Et Sechoirs Des Fours																					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																					
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 et 3																					
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Concentrations maximales (mg/L)</th><th>Flux maximaux sur 24h (en kg/j) (1)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Indice hydrocarbures</td><td>5</td><td>0,2</td></tr><tr><td>Matières en suspension</td><td>30</td><td>1,2</td></tr><tr><td>DCO</td><td>50</td><td>2</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>30</td><td>1,2</td></tr><tr><td>Fluor et composés</td><td>15</td><td>0,6</td></tr><tr><td>Azote global</td><td>30</td><td>1,2</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Concentrations maximales (mg/L)	Flux maximaux sur 24h (en kg/j) (1)	Indice hydrocarbures	5	0,2	Matières en suspension	30	1,2	DCO	50	2	DBO5	30	1,2	Fluor et composés	15	0,6	Azote global	30	1,2
Paramètres	Concentrations maximales (mg/L)	Flux maximaux sur 24h (en kg/j) (1)																			
Indice hydrocarbures	5	0,2																			
Matières en suspension	30	1,2																			
DCO	50	2																			
DBO5	30	1,2																			
Fluor et composés	15	0,6																			
Azote global	30	1,2																			
(1} Les limites en flux ne concernent que le rejet N°3 (eaux des piscines et des séchoirs des fours)																					
Rappel du constat de l'inspection du 30/11/2020 : Non-conformité : l'exploitant réalise des analyses annuellement afin de s'assurer du respect des valeurs limites prescrites à l'article 4.3.10 de l'arrêté.																					
Constats : L'inspection constate la présence d'un rapport n°AR-23-IV-076956-01 de vérification des rejets d'eau en date du 26/05/2023 effectué par Eurofins. L'inspection note le respect des seuils de rejets.																					
Type de suites proposées : Sans suite																					
Proposition de suites : Sans objet																					

N° 12 : Entretien moyen d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien moyen d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Il doit être procédé à des essais et des visites périodiques de ces équipements deux fois par an, le délai entre deux contrôles ne pouvant excéder 8 mois. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate la présence : <ul style="list-style-type: none">- d'un rapport de vérification du désenfumage effectué le 12/07/2022 et le 08/12/2022 par IMS Sécurité;- d'un rapport de vérification des robinets d'incendie armés (RIA) effectué le 12/07/2022, le 05/12/2022 et le 09/12/2022 par IMS Sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2023, article 5.1.5 et Chap 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 30 novembre 2020
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Art. 5.1.5 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets Toutes précautions sont prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs, • il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage. <p>Les emballages sont repérés par les seules indications concernant le déchet. Les déchets conditionnés en emballages sont stockés sur des aires couvertes et ne sont pas gerbés sur plus de deux hauteurs. Les cuves servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets. Les déchets ne peuvent être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envols. Les bennes contenant des déchets générateurs de nuisances sont couvertes ou placées à l'abri des pluies. Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. »</p> <p>« Chapitre 5.3. Registres relatifs à l'élimination des déchets L'exploitant établit et tient à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient. Ce registre contient a minima les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement fixant la nomenclature des déchets, • la date d'enlèvement, • le tonnage des déchets, • le numéro du bordereau de suivi des déchets émis, • la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CE du 15 juillet 1975, • le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale, • le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités, • le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément aux articles R. 541-49 à R. 541-61 du code de l'environnement relatifs au transport par route, au négoce et au courtage de déchets, • la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale, • le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément aux articles R. 541-49 à R. 541-61 du code de l'environnement. <p>Le registre visé au présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est conservé pendant une durée minimale de cinq ans. »</p> <p>Rappel du constat de l'inspection du 30/11/2020 : Non- conformité n° 2: L'exploitant prend les mesures nécessaires afin de mettre en conformité son</p>

<p>aire d'entreposage des déchets dangereux conformément à l'article 5.1.5 de l'arrêté. Il transmet un échéancier permettant d'atteindre la conformité sous un délai d'un mois.</p> <p>Observation n° 5: L'exploitant s'assure du bon remplissage bordereaux de suivi des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - a mis en place une couverture sur l'aire d'entreposage des déchets dangereux afin que les bennes contenant des déchets générateurs de nuisances soient placées à l'abri des pluies. - a mis en place un registre et un suivi des déchets avec trackdéchets.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>